



LA FSU TERRITORIALE 13

SECTION METROPOLE

22, place Victor Gélou - 13002 Marseille

Tél : 04.91.31.36.50

fsu.territoriale@ampmetropole.fr

F3SCT du 20 juin 2024

Déclaration générale

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les élus, cher-e-s collègues,

Sur le plan national, la FSU Territoriale s'inquiète de la situation politique actuelle car en tant qu'agent.e.s du service public, nous savons à quel point nos missions sont essentielles pour garantir l'égalité, la solidarité et le bien-être de toute la population. Les politiques de ces dernières années ont dégradé fortement nos conditions de travail et notre capacité à exercer nos missions de manière satisfaisante.

Et cela aussi bien pour les agent.e.s que pour les usager.e.s, créant des situations de mal-être au travail, de perte de sens de nos missions, de perte d'attractivité, de tensions, voire de violence.

Pour autant, une victoire de l'extrême-droite aux élections législatives fait peser une menace inédite sur nos missions et notre statut par :

➤ L'austérité budgétaire : dans la droite ligne des politiques néolibérales à l'œuvre depuis trop longtemps, le programme de l'extrême-droite vise à assécher les comptes publics et donc les moyens des collectivités. Les conséquences : maintien du gel des salaires et des recrutements, alourdissement des tâches, dégradation des conditions de travail.

➤ La privatisation : privilégiant des politiques individualistes et le chacun pour soi, l'extrême-droite poursuivra la privatisation des services publics, rendant ceux-ci inaccessibles pour les plus démunis, augmentant les coûts pour tous et bafouant plusieurs principes de la fonction publique pour creuser encore plus les inégalités sociales.

➤ La mise en place de politiques de discrimination : le principe de préférence nationale et les attaques visant à faire d'une partie de la population des boucs-émissaires vont à l'encontre du principe d'universalité du service public, créent de la division, sapent la cohésion sociale et génèrent tensions et violences.

Les agent.e.s de la fonction publique territoriale seront en première ligne pour appliquer des mesures contraires à ce qui fonde le service public. Comment réagirons-nous lorsque nous devons refuser une aide, un service ou autres en raison de sa nationalité ou de son origine ?

Pour la FSU Territoriale, le programme porté par les partis d'extrême droite n'améliorera en rien nos conditions de travail et la qualité du service rendu à la population. Pire, il ne fera que dégrader le climat social, avec des conséquences dramatiques aussi bien sur le plan personnel que professionnel pour les agent.e.s de la fonction publique territoriale, souvent en contact direct avec les usager.e.s

Nous devons tous défendre les valeurs de solidarité et d'égalité qui fondent le service public.

Localement, lors de notre déclaration lue lors de la précédente instance, nous avons fait part de notre inquiétude concernant deux sujets : les demandes et les travaux concernant l'immobilier métropolitains, les EPI et leur temporalité.

Les représentants de la FSU ont été sollicités, par des agents du Garage Rabatau, le 15 avril à propos des travaux engagés pour la rénovation des sanitaires car il leur était impossible d'accéder aux douches et aux WC. Sur place, nous constatons que les opérations avaient été menées de front sur les deux locaux et qu'effectivement, l'accès aux différents équipements ne se pouvait se faire dans des conditions normales d'utilisation. Un signalement a été réalisé le même jour auprès de l'administration qui suite à cette saisine nous a annoncé plusieurs délais. Nous sommes retournés plusieurs fois sur le site pour vérifier l'avancée de cette réfection : au 14 juin, date de notre dernière visite, les travaux avaient avancé mais n'étaient pas terminés ; bien loin des différents délais annoncés.

Nous appelons à la vigilance de l'administration sur la communication des plannings et des délais annoncés car il y a une attente très forte de la part de nos collègues.

Nous en avons profité pour consulter le registre SST papier : des signalements ont été faits depuis un an, mais aux dires des agents, ils n'ont pas eu de réponses. Nous leur avons transmis les retours sur les fiches qui ont été communiquées à l'administration suite à notre visite.

Pour finir avec ce site, le local informatique qui se trouve au niveau du vestiaire de la seule agente affectée à ce site surchauffe énormément, des alarmes sonnent en permanence, car il n'a pas de système de ventilation et de refroidissement adéquat. Dans la même thématique, nous avons demandé les dates d'entretien des climatisations et des filtres.

En corrélation avec le bilan SST qui nous sera présenté un peu plus tard, nous nous sommes rendus, ce même 15 avril, au centre de transfert sud où les agents viennent vider leurs bennes à même le sol.

Pour effectuer cette manœuvre, quel que soit le type de bennes, ils sont obligés de descendre de leur véhicule pour pouvoir la réaliser et d'avoir les pieds dans toutes

sortes de déchets et parfois dans une certaine profondeur car ils ne versent pas dans une fosse. Les chaussures deviennent glissantes et il leur est difficile de monter sur les marchepieds des camions ou de conduire dans cette situation.

Nous en avons interrogé quelques-uns : ils ont tous eu ce genre de désagréments entraînant glissades, blessures ou accidents de service. Il nous paraît nécessaire de se pencher avec attention sur cette situation malgré la réponse qui nous a été faite.

Prochainement, à savoir le lundi 24 juin, nous nous rendrons à Arenc pour répondre à leur sollicitation.

Pour les EPI, nous accueillons avec satisfaction, la réunion programmée le 28 juin en espérant déboucher avec des équipements de qualité et en quantité permettant de pallier les problématiques rencontrées.

Concernant les piscines, au regard des problèmes respiratoires, réactions allergiques cutanées et maladie professionnelle qui affectent le service " savoir nager", il nous paraît nécessaire que puissent être effectuées des visites de délégation dans les établissements aquatiques et que nous soyons informés des mesures de qualité d'air et d'eau effectuées par nos services techniques, l'ARS ou bien les prestataires privés.

Au-delà des données chiffrées, nous souhaiterions connaître les mesures préventives mises en œuvre afin de préserver la santé des agents et assurer le respect des normes sanitaires.

Bien consciente que l'ensemble de cette problématique ne repose pas uniquement sur le service Savoir Nager, il serait opportun que tous les services concernés dont celui des bâtiments, gestionnaire du suivi du renouvellement de l'air dans les établissements, soient associés à cette demande.

De plus, certains établissements comme celui de Venelles construit il y a 8 ans ne disposent pas de vestiaires ou de douches pour l'ensemble du personnel.

Alors imaginez la surprise des agents qui apprennent que des locaux métropolitains inutilisés vont être récupérés afin d'y aménager des associations sportives avec des salles de sport, vestiaires et douches.

L'eau a beau être l'élément de nos collègues, c'est la goutte qui fait déborder la piscine...

Nous interviendrons par la suite lors de la présentation des différents dossiers.

Merci de votre attention.